

Les économistes trop ou trop peu influents?



ETIENNE DE CALLATAY

Chief economist,
Orcadia Asset Management

Quelle est l'influence des économistes sur les décisions des autorités publiques? Pour l'intellectuel non-économiste, elle est vraisemblablement excessive. Cette perception tient pour partie à la place trop importante de l'économie dans le discours public. Il faut en effet déplorer que l'homme et la femme politiques parlent moins de la qualité de vie que de la croissance du PIB durant le trimestre écoulé et évoquent moins le vivre ensemble que la compétitivité. Taux de chômage, variation des prix, fusions d'entreprises, évolution de la bourse: de cette omniprésence de considérations à tonalité économique, il est souvent inféré que ce sont les économistes qui «sont à la manœuvre».

Pourtant, il n'y a pas un économiste pour s'être prononcé en faveur de la taxation des comptes-titres qu'a concoctée le cabinet du Premier Ministre. Les réformes fiscales de D. Trump sont largement critiquées par «la profession». Son intérêt basique pour l'équité ou la concurrence ne semble guère partagé à en juger par l'état du monde. Et la conviction quasi unanimement partagée parmi les experts que l'accueil de migrants est bon pour l'économie a du mal à percoler auprès de la population.

Dans les facultés d'économie et les centres de recherche et autres think-tanks, l'impression qui prévaut est plutôt que le monde politique n'écoute pas les recommandations des économistes, ni ne consulte ces derniers avant de présenter leurs projets de réforme.

Il n'y a pas que les économistes à avoir ce sentiment de ne pas assez peser dans la conception de l'action publique. Les juristes pensent aussi certainement que les ministres de la Justice gagneraient à tenir compte de leur expertise, et il en va de même pour les enseignants en matière d'éducation ou des professions médicales pour ce qui a trait à la santé publique.

La sphère politique dysfonctionnerait-elle, à se montrer sourde à l'expertise disponible dans les cercles scientifiques, de quelque nature que ce soit?

Aveu d'humilité

A priori, il est idiot de ne pas consulter largement avant de décider, et en particulier, même s'il ne faut pas se limiter aux seuls «experts», ces personnes qui sont spécialisées dans les domaines concernés. Ce serait choquant d'ignorer cette compétence, qui, incidemment, est disponible à un coût dérisoire en comparaison des factures des consultants stratégiques, cabinets d'affaires et autres investment bankers.

Bien sûr, recourir à des tiers demande de faire aveu d'humilité et expose au risque qu'ils viennent avec des recommandations impopulaires, qu'il faut alors soit assumer, soit remiser, ni l'un ni l'autre n'étant politiquement aisé. Le conseiller externe bien payé a pour lui l'avantage d'être un peu plus porté sur le politiquement admissible.

Blâmer les seuls décideurs est

évidemment réducteur. Le gouvernement fédéral a mis sur pied un Conseil académique des Pensions pour inspirer la réforme des régimes de retraite, l'alors nouveau président Sarkozy avait dit «vos recommandations seront mes décisions» aux membres de la Commission pour la libération de la croissance française, ou Commission Attali, et, à Francfort, ce sont des techniciens qui prennent les mesures les plus importantes pour la zone euro. Bien sûr, et même avec les exemples qui précèdent, il n'y a pas un effacement du politique, mais c'est normal, et le contraire n'est pas à souhaiter. L'Europe souffre de trop de technocratie avant de souffrir de trop d'implication citoyenne!

Part de responsabilité

Et il n'y a pas que l'homme politique à sembler ne pas suivre les recommandations de l'économiste. Le monde de l'entreprise, lui aussi, les ignore souvent. Que les économistes montrent l'intérêt qu'il y a à gérer en fonction du long terme, à se méfier de certains modes de rémunération des patrons, à pratiquer un management bienveillant ou à investir de manière responsable ne suffit pas pour que les sociétés changent leurs pratiques.

S'ils n'ont évidemment pas tous les torts, les économistes doivent s'interroger sur leur part de responsabilité. Ainsi, dans les universités, tous ne sont pas disposés à plonger les mains dans le cambouis, par souci de confort ou parce que les incitations institutionnelles ne vont pas dans ce sens-là. Peut-être est-ce donc simplement par défaut si, comme me le faisait récemment remarquer Philippe Ledent, les personnes intervenant fréquemment dans les médias sur des questions économiques ne sont pas rarement des...

Il n'y a pas que l'homme politique à sembler ne pas suivre les recommandations de l'économiste. Le monde de l'entreprise, lui aussi, les ignore souvent.

non-économistes! Si l'impact des économistes est limité, cela peut aussi tenir à leurs désaccords entre eux, ce qui est salutaire mais affecte la légitimité du recours à l'expert.

Et puis, il y a les erreurs récentes des économistes. N'en est-on pas revenu, des discours d'économistes sur les vertus de la déréglementation, qu'elle concerne la finance ou l'électricité, de l'ouverture des frontières, de la flexibilisation du marché du travail ou de l'austérité budgétaire en période de faible conjoncture?

Il ne s'agit pas de subordonner l'agenda des recherches menées dans les facultés d'économie aux besoins immédiats du monde politique, mais deux attitudes simples mériteraient d'être développées pour stimuler la prise en compte des travaux des économistes dans la décision. Il s'agirait, d'abord, de saluer toutes les initiatives allant dans ce sens, telle que la création du Conseil académique des Pensions. Il faudrait, ensuite, cultiver auprès des chercheurs l'inclination à répondre positivement aux sollicitations des politiciens, des médias et des forums qui cherchent à jeter des ponts entre la sphère académique et l'action publique.